

L'EFFONDREMENT ...

La course aux fonctions de gouvernement (*)

Deux mois et cinq jours ont passé. Le temps révolutionnaire est unique. Il ne peut être mesuré comme le temps ordinaire.

Dans un court laps de temps de soixante-cinq jours, qui se sont écoulés depuis le 20 juillet 1936 jusqu'au 27 septembre de la même année, on a vécu les trois étapes qui régissent les grands destins: l'aube, la pleine lumière et le crépuscule. Ce fut aussi rapide.

On a voulu franchir le pas et on l'a fait. Apparemment, nous étions arrivés au sommet en seulement soixante-cinq jours, et déjà, avec une vraie fièvre, on allait vers la chute. À Barcelone, comme à Madrid, on sentait de l'impatience chez les bureaucrates de l'Organisation, à faire partie du gouvernement de la Generalitat et de celui de la République. Mais ils devaient se retenir, par crainte de susciter de la méfiance chez les anarchistes fidèles. Certains petits groupes apparemment anarchistes dormaient à peine affairés à chercher des prétextes pour en finir avec le *Comité des milices* et trouver, coûte que coûte, un chemin vers les fonctions de gouvernement.

Ils se sont fait l'écho, d'abord, des mensonges qui provenaient de la Generalitat de Catalogne: «*Tant qu'existe le Comité des milices, organe gouvernemental parallèle au gouvernement de la Generalitat, nous n'aurons pas l'assistance du gouvernement de Madrid*». Le gouvernement de Madrid divulguait à son tour: «*Tant que la Catalogne ne se soumettra pas au gouvernement de l'Espagne républicaine, nous ne recevrons pas d'assistance des gouvernements démocratiques*». Chacun ne cherchait qu'à tromper l'autre. On a essayé de dissimuler le désir général de gouverner par cette formule naïve présentée par Federica Montseny à une réunion plénière d'Unions régionales, qui remplaçait le nom de «*gouvernement*» par celui de «*conseil*». Comme cela ne marchait pas à Madrid, parce que Largo Caballero était un gros morceau, ils se sont contentés de l'appliquer à la Catalogne, pour faciliter l'entrée de la CNT dans le gouvernement de la Generalitat qui s'appellerait désormais *Conseil de la Generalitat*. Companys, plus renard que Largo Caballero, bien que de moindre envergure, l'accepta, enchanter de pouvoir en finir enfin avec le *Comité des milices*.

Le *Conseil de la Generalitat* fut ainsi constitué: Présidence et Finances, José Tarradellas (*Esquerra*); Culture, Ventura Gassol (*Esquerra*); Sécurité intérieure, Artemio Ayguader (*Esquerra*); Économie, Juan P. Fabregas (CNT); Approvisionnement, Juan J. Doménech (CNT); Santé et Assistance Sociale, Antonio García Birlan (CNT); Services publics, Juan Comorera (PSUC); Travail et travaux publics, Miguel Valdés (PSUC); Agriculture, José Calvet (*Rabassaires*); Défense, Díaz Sandino (technicien, *Esquerra*); Sans portefeuille, Rafael Closas (*Acció Catalana*).

Pour constituer ce Conseil de la Generalitat, on a procédé à l'inverse de la façon dont fut constitué le *Comité des milices antifascistes* de Catalogne. Pour le *Comité des milices*, la CNT et la FAI, avec José Asens, Aurelio Fernández, Juan García Oliver, Buenaventura Durruti et Diego Abad de Santillán, envoyaient leurs hommes de premier plan. En revanche, les autres (même le POUM) envoyaient des seconds couteaux, ce qui prouvait que, depuis le début, et bien avant que ne se produise de friction

(*) Sous-partie du sous-chapitre «L'effondrement» définie et titrée par *Anti.mythes*.

avec Companys, ils avaient prévu et fait en sorte que la vie du *Comité des milices* serait éphémère. Au contraire, pour le *Conseil* ou gouvernement, les partis avaient désigné leurs hommes éminents; et seule la CNT en avait désigné un de second plan, le brave José Juan Doménech. García Birlan n'appartenait pas à la CNT; c'était un antisyndicaliste et un anarchiste théorique, entre platonicien et individualiste. Juan P. Fábregas n'était pas de la CNT, n'était pas anarchiste et n'avait que l'aval de Federica Montseny. Il était, apparemment, un ami de la famille Urales.

(A suivre).

Juan GARCÍA OLIVER.
